



Compte-rendu du CCAS du 6 décembre 2016

Présents : Christian MATHIS, Patrick TILLIOLE, Michel LELIEVRE, Romain ARCANGELI, André ROBERT, Christian MONTIGAUD.

Déclarations liminaires de la délégation CGT-FSU, de FO et de la CFDT.

La DRH Cécile AVEZARD répond aux déclarations.

BUDGETS : Le budget de l'action sociale de l'année 2016 se termine "confortablement" et on peut s'en réjouir.

Pour la mutualisation des crédits de l'action sociale des DDI, on ne peut mutualiser qu'en passant par la case harmonisation, le dossier n'avance pas vite en interministériel faute de moyens...

Un groupe de travail est en place ; on discute mais pas d'avancée,

Les SG DDI : La SARTHE est en expérimentation sur les moyens en commun, logistique...

Contexte particulier du regroupement des services dans une seule cité administrative !

Il ne faut pas rejeter les mutualisations mais regarder les compétences, etc.

Concernant l'avenir de l'action sociale (impact RTE,...) et la demande de créer un GT sur ce sujet, la DRH prévoit simplement quelques réunions d'échanges avec les OS en 2017. Affaire à suivre...

LOGEMENT : Une réponse imminente au courrier de la CGT concernant les EP qui ne bénéficient plus de cette aide.

PRÉSIDENTS DE CLAS :

CFDT : Question sur l'avenir des présidents de CLAS

Mme AVEZARD : Pas de projet sur ce sujet ; par contre, notre ministère reste attentif à l'action sociale et à l'action syndicale ; par ailleurs, les décharges d'activités sont en hausse .

CFDT (par le biais d'un expert) : Difficultés sur le terrain rencontrées en DDT Meurthe-et-Moselle par la présidente du CLAS. Décharge à 20% non négociable sans secrétaire. Les instances ne jouent pas leurs rôles, aucune présence. Les DAS servent à l'activité du CLAS..., démission de la présidente en novembre.

Mme AVEZARD :Le service sera contacté et Mr ROBIN doit donner des infos.

FO : C'est une situation symptomatique, il faudrait un guide de bonnes pratiques dédié aux services afin de préserver les présidents. Pas de valorisations, entrave aux promotions pour les présidents.

Mr MATHIS :Un travail sera effectué en commission.

SOLIDAIRES : Ces faits ont déjà été dénoncés, les services doivent jouer le jeu en faisant respecter l'arrêté du 09 octobre 2014.

CGT-FSU : Le cas de la DDT Meurthe-et-Moselle semble isolé, mais si le syndicat SOLIDAIRES connaît d'autres cas, il devrait en informer l'administration,

Mme AVEZARD : La commission concernée se réunira et fera un rappel auprès des services. Par contre, le taux de décharge a nettement progressé par rapport à la précédente mandature.

FO : Il ne faut pas se focaliser sur les chiffres, ce n'est qu'un affichage.

Mr MATHIS : 10H25, le quorum étant atteint, la séance plénière du CCAS commence avec l'ordre du jour suivant :

- Approbation du PV de la séance plénière du CCAS du 27 septembre 2016
- Point d'information budgétaire : gestion 2016 et budget 2017
- Point relatif aux sujets portant sur la restauration collective
- Présentation du bilan des CIL 2015
- Point d'information sur la rencontre nationale des présidents de CLAS en 2017
- Point d'information sur le processus de référencement
- Point d'information sur la formation des présidents de CLAS et de CRCAS
- Point d'information sur le bilan de la campagne d'adhésion des EPA à l'ASI en 2017
- Présentation de l'annuaire des présidents de CLAS

1) Approbation du PV de la séance plénière du CCAS du 27 septembre 2016

SOLIDAIRES : Correction Page 23
Pas d'autres observations.PV approuvé

2) Point d'information budgétaire : gestion 2016 et budget 2017

P.WEST (pdt FO commission 3 budgétaire) : Présentation des tableaux de crédits hors titre2 et titre 2 .

Taux de consommation au 31 octobre 2016 de 76.92% et de 88% tout BOP confondu

Pour la restauration c'est 43 % des crédits de l'action sociale.

Pour le Titre 2, des problèmes récurrents (montants, affectations) à MAYOTTE, mais compte-tenu du contexte délicat et tendu.

La région Hauts de France : Mauvaise expression des besoins 2016.Les UO n'ont pas toute répondu.

Budget 2017 : Pas de communication du PLF 2017 faute de tenue du CTM.

FO : PSPP aurait dû recevoir le prévisionnel des crédits de l'action sociale 2017.

Mme AVEZARD :Le service y travaille .

Mme PALUD-GOUESCLOU :Elle ne peut pas donner le PLF 2017 car c'est en discussion entre la DRH et les services de contrôles.

L'idée est de préserver l'enveloppe voire de l'augmenter .

Une consigne a été donné aux services afin d'accumuler le plus de factures en 2016 pour ne pas creuser le déficit sur 2017.

Mr PEZIN (DREAL ex-PC): Aquitaine, fusion des trois régions, pas de factures impayées sauf celles après date de clôture de budget.

CGT-FSU : Demande de tableau comparatif 2017 avec les précédents, et par lignes de crédits

P.WEST : Tableau comparatif faisable

A la prochaine commission ? il y aura un tableau arrêté au 31/12/2016.

Il faut limiter les intérêts moratoires et payer le plus possible de factures en 2016

Notifier les crédits 2017 aux RBOP début janvier.

Mme PALUD-GOUESCLOU :Discussion sur les budgets 2017 dès que la commission se réunira

SOLIDAIRES : Interrogations sur les effectifs : 32 000 agents ? Et sur l'absence des budgets des EP,

Mme PALUD-GOUESCLOU : Les EP n'émergent pas à l'action sociale du ministère.

FO : Après vérification sur les tableaux ce sont 40 634 agents

UNSA : Comparer les éléments PLF 2016 2017.

SOLIDAIRES : Retard sur les comptes rendu des commissions CCAS via le site intranet.

Mr ROBIN : Il reconnaît le retard qui va se résorber.

Point 6 à la place du 3 vu avant les autres à la demande de Mme AZEVARD car départ prévu à 11H.

6) Point d'information sur le processus de référencement

Mme AVEZARD : Il n'y a pas de procédure de référencement 2017 de prévue, trop compliquée, baisse des budgets..

Interrogation sur le bénéfice d'un référencement pour les agents, bilan très réservé, on veut vous entendre sur le sujet,

Mr SUTEAU-CGCV : Le ministère est tenu au référencement. Un référencement intéressant si on arrive à peser sur l'aspect financier. Attachement au Mutualisme,

FO : Intervention réalisée auprès de la Ministre Ségolène ROYAL

Pourquoi on n'y arrive pas ? c'est une obligation et on réclame une réunion pour s'exprimer.

UNSA : Partage les éléments sur les valeurs mutualistes. Peser sur la composition du panier d'offres, prise en charge sur les frais...

Maintenir un lien étroit avec les assurés. Importance de lancer le référencement.

SOLIDAIRES : Demande de lancer le référencement.

CGT-FSU : Être vigilant sur le référencement, pour que cela ne se solde pas par un échec.

Mme AVEZARD : Il n'y a pas d'obligations au référencement, mais partage notre point de vue.

L'idée est d'attendre voir ce qu'ont fait ou vont faire les autres ministères.

Mme PALUD-GOUESCLOU : Si on référence une offre en matière de prévoyance avec un volet invalidité et décès le processus est trop lourd, processus de plusieurs opérateurs.

Référencement : l'administration accepte de couvrir le déficit des prestations et cotisations versées = "transferts de solidarité"

La commission européenne s'intéresse à ce processus (subventions plafonnées,..)

Un contexte juridique très cadré (communication du texte)

Une réunion à la DGAFP sur le retour des autres ministères sur le référencement prévu en janvier,

CFDT : Attendre janvier 2017 pour voir s'il y a intérêt de faire ou pas.

Mme AVEZARD : Attente de retour des autres ministères. Une réunion avec les OS sur ce sujet

Mme PALUD-GOUESCLOU : Discussion menée avec le CCAS

4) Point relatif aux sujets portant sur la restauration collective

Mr ROBIN : Constat : Baisse des consommations 2014-2015

Trois items possibles : Diminution des effectifs

Diminution des offres de restaurations collectives

Autres raisons

Présentation de l'enquête restauration

CFDT : Pas de réponses de PACA et Corse ??

Mr ROBIN : Pas de réponse précises, relance à faire...

FO : D'autres raisons sur les baisses de consommation. L'indice 466, de plus en plus d'agents exclus.

Pas d'évolution des 1.22 €, trop inférieur par rapport au coût de la vie.

Impact du PPCR occulté.

SOLIDAIRES : Restaurants qui ferment, consommation en baisse...

Interroger les agents : commission 2

CFDT : Disparité des subventions donnée aux agents
Conventions dans les services pas connues.

Mme PALUD-GOUESCLOU : Situation compliquée d'un endroit à l'autre
La PIM, c'est interministériel. Reste à charge : Il peut être différent selon les services.
Difficulté de la mutualisation des crédits
Pas de vision sur le terrain
Poursuite de l'enquête auprès des services.
Dialogue avec la commission concernée.

SOLIDAIRES : Il y a besoin de connaître les lieux, types de restaurant.

Mme PALUD-GOUESCLOU : Il faut attendre le résultat de la réflexion de la commission sur le mode opératoire.
Restaurant Troadec: La DGAFP affirme qu'elle ne pouvait pas donner d'injonction au Préfet.
Des changements et une évolution possible : il faut repartir sur d'autres pistes, voir avec le CH de Vannes.

5) Présentation du bilan des CIL 2015

Mr ROBIN : Il Présente le bilan annuel avec une vision précise sur les CIL :
Par taux de réponses des services
466 actions en 2015 contre 421 en 2014
40 000 participants à ces actions
Budget : La part d'actions est proche de 5 %.
Le nombre d'actions est en progression depuis 2010.

FO : Sanctuarisation des CIL à hauteur d'un million d'euros.
Notification des crédits trop tardives, la CRCAS doit se réunir le plus tôt possible dans l'année avec les présidents de CLAS.

Mr SUTEAU-CGCV : Il se réjouit de l'action éducation.
Mais qu'est-ce qu'on intègre dans le séjour de courte durée ?
Il rappelle qu'il y a une charte sur les mini-séjours, cadrage juridique (obligation emploi des 2 associations ?)

Mr MATHIS : Il n'y a pas assez de remontées de fiches d'actions.

Mr ROBIN : La notification sur DPAS WEB appartient aux RBOP.
Le DPAS WEB doit être renseigné.
Veiller à ce que les RBOP diffuse l'information
Les CIL et Hors CIL distribuées première semaine de janvier.

UNSA : Demander que les présidents de CLAS soient informés en même temps que les RBOP.

6) Point d'information sur la rencontre nationale des présidents de CLAS en 2017

Mr MATHIS : Future réunion des présidents de CLAS semaine 46 en 2017
Questionnaire aux présidents de CLAS en préparation : bilan et perspectives.

Les attentes sur la prochaine mandature.

7) Point d'information sur la formation des présidents de CLAS et de CRCAS

Mr ROBIN : Présentation des formations des présidents de CLAS et CRCAS

12 Présidents ne sont pas encore formés à ce jour.

Une session est prévue en juin 2017 à Paris

Un total de 70 formés sur 132 dont 50 nouveaux

CRCAS : Une session à Toulouse effectué les 24 25 novembre, seulement six stagiaires, session supplémentaire en 2017.

Formation de formateurs prévue les 15 et 16 décembre 2016.

8) Point d'information sur le bilan de la campagne d'adhésion des EPA à l'ASI en 2017

Mr ROBIN : Documents transmis, Arrêté...

Attente de l'arrêté interministériel récapitulatif officialisant l'accès.

FO : Pourquoi IFSTTAR n'est pas dans la liste ?

Mme PALUD-GOUESCLOU : IFSTTAR n'a pas souhaité intégrer, chaque EP est gérant de son action sociale.

FO : Situation difficile au détriment des agents

SOLIDAIRES : Demande que ces EP soient intégrés, établir un tronc commun.

CGT-FSU : Regret des choix de non-adhésion de certains EP à l'ASI tournant le dos à une action sociale collective et mutualisée, et ce, avec l'assentiment de certains représentants du personnel. Dans les petits EP qui ne recréeront pas une AS propre, les agents ne bénéficieront pas de certaines prestations (ex. l'AIP)

Souhait d'un tableau récapitulatif pour avoir un bilan de la campagne d'adhésion depuis 2013.

9)Présentation de l'annuaire des présidents de CLAS

CGT-FSU : Regrette que les services ne répondent même pas aux sollicitations de PSPP2 pour confirmer les changements intervenus déjà signalés

Mr MATHIS : Attente de confirmation de la démission de la présidente de CLAS Meurthe et Moselle

Calendrier

Changement de date du CCAS du 19/09/2017 remplacé par le 14/09/2017

13H fin de séance